

CHIRURGIEN

5 MAY, 2020 | REVUE DE PRESSE - SGCO

Jean-Philippe Schenk écrit à nos aînés

May 5, 2020 03:22AM

Ma chère maman,

Je né suis pas parlementaire avocat, ni procureur écrivain, ni grand chirurgien. Je suis un simple touriste touché par ce qui bouleverse notre existence à tous depuis plusieurs semaines.

Et toi ma chère maman tu es confinée dans ton EMS avec ton équipe de cordée. Et depuis, vous vivez instant après instant les contraintes imposées à votre rythme de vie, bouleversé par vos situations personnelles, avec beaucoup d'angoisses parce que les choses né sont pas claires et que les explications qui vous sont données par différents acteurs du milieu né font que semer le doute quant au retour à une situation acceptable. Tous les jours pourtant vous avancez sur le chemin instable, abrupt, semé d'obstacles, qui devrait vous mener vers des jours meilleurs. Et le doute est bien incrusté dans vos pensées, les décisions qui sont prises et que nous subissons sont-elles les bonnes, nos décideurs sont-ils compétents?

Pour nous, il s'est passé plus d'un mois sans que nous puissions, comme d'habitude, souvent te rencontrer et échanger avec toi. Tu qui es sourde et qui n'y voit quasi plus rien mais heureusement toujours bien là et qui a plaisir à dialoguer. Il nous reste le téléphone comme moyen de communication. Encore faut-il qu'avec ton handicap visuel tu presses sur la bonne touché.

Dimanche, nous avons remplacé la visite interdite par une balade à la combe. Nous avons, tout en respectant les contraintes du confinement, rassemblé quelques jonquilles afin d'en faire un bouquet pour toi maman. Nous avons respecté les deux mètres de distance entre deux jonquilles, la balade a été longue. Nous avions désinfecté nos mains et pris bien soin de né pas cracher sur les fleurs. Notre idée était de trouver une combine pour que ce bouquet arrive sur ta table de nuit. Tu né les verras pas mais quel plaisir tu auras à les sentir. Nous avons contacté le personnel de l'EMS, en lui proposant de fixer rendez-vous à l'extérieur du home afin de lui remettre le bouquet qu'il déposerait auprès de toi. La réponse a été claire: «Non, jonquille, tu né rentreras pas, c'est trop risqué.» Quelle déception, même pas ça! Satané virus. Seule Pervenche ose rentrer, elle fait partie du personnel.

Depuis quelques jours, les nouvelles sont meilleures. Alors gardez espoir, la situation d'avant devrait se rétablir, aussi rapidement que possible, aussi lentement que nécessaire. Né passez tout de même pas trop de temps sur votre oreiller de paresse!



A lire aussi: toutes les «Lettres à nos aînés»

Ces lettres sont lues dans l'émission de la RTS «Porte-Plume» diffusée du lundi au vendredi de 11 heures à 11 h 30. Une opération en partenariat avec «Le Nouvelliste», «Le Quotidien jurassien», «Le Journal du Jura», «La Liberté», «La Côte» et le mensuel «Général».

L'INFO SOLIDAIRE PAR L'ÉQUIPE D'«ARCINFO»

Dans la situation sanitaire hors normes que nous vivons, la rédaction d'«ArcInfo» est mobilisée afin d'accompagner ses lecteurs avec une information précise et fiable. Notre journalisme, professionnel et indépendant, né bénéficie d'aucune subvention. Nous avons cependant choisi de proposer en libre accès une grande partie de nos contenus touchant aux aspects essentiels et vitaux de cette crise. Plus que jamais en cette période inédite, l'information a une valeur. Elle est produite par nos journalistes et nos photographes avec passion et engagement. Si vous souhaitez nous soutenir, vous trouverez plus d'informations sur nos abonnements en cliquant ici.

Renvoi en correctionnel requis de deux chirurgiens de Metz

May 4, 2020 01:30PM

Le Parquet de Reims (Marne) a requis le renvoi en correctionnel pour homicide involontaire de deux chirurgiens qui avaient opéré un enfant de 11 ans, décédé en novembre 2014 à Metz (Moselle) après une intervention pour une appendicite, a-t-on appris lundi de source judiciaire.

“Il appartient à présent au magistrat instructeur de décider s'il suit les réquisitions du Parquet. Dans l'affirmative, il conviendra que je trouve une date d'audience, sans doute en fin d'année ou début 2021”, a indiqué Matthieu Bourrette, procureur de Reims.

“Nous attendions cette décision depuis cinq ans”, s’est félicité Pierre Jeras, le père de Corentin qui, avec la mère du garçon, avait porté plainte contre X dès le lendemain du décès de leur enfant. Corentin avait été admis le 31 octobre 2014 à la clinique Claude-Bernard de Metz pour des douleurs au ventre diagnostiquées comme une appendicite aiguë.

Débutée le 1er novembre, l’intervention avait été rapidement stoppée lorsqu’un choc avait été constaté à la pose d’un tube pour une coelioscopie, une technique chirurgicale permettant d’opérer à l’intérieur du ventre en ne faisant que de petites incisions. Selon une source proche du dossier, c’est à cette occasion que l’aorte de l’enfant avait été touchée, provoquant un choc hémorragique trop tardivement décelé.

Au total, sept praticiens étaient intervenus au chevet de Corentin qui devait décéder le lendemain au CHU de Nancy (Meurthe-et-Moselle) où il n’avait été transféré en urgence qu’au bout de neuf heures d’opération à Metz.

Plusieurs accidents chirurgicaux

Le père de Corentin, à l’origine de la demande de dépaysement du dossier de Metz vers Reims, autorisé par la Cour de Cassation, “accuse” cependant la justice “d’avoir orienté l’affaire pour épargner la clinique” et éviter qu’elle se retrouve sur “le banc des accusés”. Dans un courrier qu’il vient d’adresser à la Chambre de l’instruction de la cour d’appel de Reims, il demande ainsi “avec fermeté un complément d’investigations et le renvoi en correctionnel de l’ancien directeur” de la clinique.

Selon Pierre Jeras, ce dernier né pouvait ignorer que l’un des chirurgiens poursuivis avait déjà été impliqué dans plusieurs accidents chirurgicaux. “Le dossier comporte un rapport de l’assurance (du chirurgien) faisant état au moins de onze sinistres indemnisés en treize mois de présence en Lorraine et pour des préjudices importants au regard des indemnisations” écrit-il.

En 2016, l’ordre des médecins avait également suspendu d’exercice les deux praticiens, pour respectivement trois et deux ans.

Neuer Inhalt

Horizontal Line

Instagram FR

Rejoins-nous sur Instagram



subscription form – French

newsletter

Inscrivez-vous à notre newsletter gratuite et recevez nos meilleurs articles dans votre boîte mail.

Pari réussi pour Visions du Réel en ligne

May 3, 2020 07:30PM



La crise du Covid-19 n’a pas terrassé Visions du Réel, festival international de cinéma qui s’est redéployé presque intégralement en ligne du 17 avril au 2 mai. À l’heure du bilan, les organisateurs soulignent dans un communiqué que l’esprit du festival a été sauvegardé malgré la distance et les contraintes techniques. Les 134 films sélectionnés ont donné lieu à 60’500 visionnements sur la Toile. Une large majorité d’entre eux a atteint la limite des 500 spectateurs, grâce aux différentes plateformes ayant collaboré avec la manifestation.

L’intérêt suscité par les films de la sélection, les master classes de la Maître du Réel Claire Denis, de Petra Costa et Peter Mettler, cinéastes invités des Ateliers 2020, a dépassé les espérances du comité d’organisation. «Nous allons faire une analyse précise des expériences faites et en tirer des leçons pour enrichir la dimension digitale de nos prochaines éditions, qui retrouveront le cadre chaleureux de la ville de Nyon et sa population», a ajouté Raymond Loretan, président du Festival.

Du côté du palmarès de cette 51e édition, le Sesterce d’or, dans la catégorie internationale Longs Métrages, a distingué «Punta Sacra», de l’Italienne Francesca Mazzoleni. Le jury a été touché par «ces enfants et ces mères au cœur d’un no man’s land, un univers de femmes à la recherche du bonheur face à une mer dont elles dépendent, résolues à défendre leur droit à habiter ce lieu désolé qu’elles vénèrent.» Quant au prix du Public, il couronne le film de Sascha Schöberl, «Mirror, Mirror on the Wall» (Chine-Allemagne), sur la vie du DrHan, célèbre chirurgien plastique chinois qui n’a que la beauté pour seule obsession.

Dès le 12 juin, Visions du Réel présentera au château de Nyon «Sentiments, signes, passions - à propos du livre d’image», une exposition inédite imaginée avec Jean-Luc Godard. La 52e édition du festival aura lieu du 16 au 24 avril 2021.

Créé: 03.05.2020, 21h33

XXI. LE SILENCE DU NOUVELLISTE ET LA CREATION DU COMMISSION D'ENQUÊTE

...

May 5, 2020 05:15AM



Des dépassements budgétaires indécents, une gouvernance engendrant une confiance affectée au sein même de l'institution, des subventions massives contredisant la lettre et l'esprit du principe d'économicité fixé dans la LAMal, constituaient autant d'éléments pertinents qui devaient conduire le NF à enquêter. Celle-ci eût conduit inmanquablement le journal, qui censé dicté le tempo de l'information circulant dans la Cité, d'interroger les acteurs valaisans de la chose : Bonvin, Rey-Bellet, Dupuis, Schmidt, Martin, Darbellay, Arlettaz, Nantermod, Reynard, Maret, Perraudin, Kamerzin, Roduit, Lorétan, ... Le NF a choisi de né pratiquement rien faire, ou si peu.

Ce silence peut-il s'expliquer :

- a) par les accords rédactionnels existant entre le NF et l'Hôpital du Valais ?
- b) par les liens noués durant le Corona entre le rédacteur en chef et le directeur de l'Hôpital ?
- c) par l'omertà clanique fomentée par la dominance orange ?
- d) par le désintérêt pour l'économie de la santé ?
- e) par la décision concertée d'éviter un scandale d'Etat ?
- f) par le désir immodéré de né pas inquiéter le citoyen quant à la capacité de gouvernance de nos élites médicales en ces

temps déjà difficiles sur le plan sanitaire ?

g) par le regret silencieux d'avoir favorisé des modifications trop hâtives de la LAMal dans le champ de la concurrence entre établissements hospitaliers ?

h) par l'absence de ressources journalistiques suffisantes ?

i) par ignorance réelle des enjeux pour la population liés aux choix stratégiques des financements opérés pour la santé ?

j) par une conjonction de ces facteurs ? pour d'autres motifs ?

Toutes ces interrogations, bien lues par le pouvoir législatif, devraient dans un État de droit, engendrer immédiatement, et dans l'urgence, la création d'une commission d'enquête parlementaire ni-cantonale destinée à une analyse minutieuse des responsabilités de chacun (directeurs des projets, architectes, organes de direction et d'administration, organes étatiques et institutionnels, etc.). En effet, en présence de ces surcoûts massifs, les élus, s'ils ont quelque souci de l'argent public, né peuvent pas se contenter de dire OUI à des crédits supplémentaires urgents sans s'inquiéter eux-mêmes de l'origine et des conséquences de telles défaillances humaines et technocratiques.

Tel devrait être le fonctionnement d'un Etat de droit soucieux de vérité, de transparence et d'égalité.

XX. DE L'AFFECTION POUR LES NUISIBLES ET DE LA CONCURRENCE ILLEGALE

May 4, 2020 06:45PM

DE L'INVESTIGATION LIMITEE

Le Nouvelliste qui, à l'évidence, né cherche pas à mettre en place des ressources journalistiques pour enquêter sur le scandale d'Etat qu'est devenu le HRC, fait semblant d'informer le citoyen :

NOTE Le Conseil d'Etat valaisan dit oui au soutien financier extraordinaire demandé par l'hôpital Riviera-Chablais. La Commission des finances du Grand Conseil vaudois se prononce aussi de manière favorable.

La commission des finances (COFIN) recommande au Grand Conseil vaudois d'adopter le décret urgent visant à assurer la viabilité financière de l'hôpital Riviera-Chablais (HRC). Il prévoit d'accorder à cet établissement une garantie d'emprunt temporaire d'au maximum 60 millions.

AFFECTER

L'Académie française de son côté a tenté de définir scrupuleusement les termes fixés dans son dictionnaire.

Ainsi, par exemple, elle a défini ainsi le verbe « affecter » :

↪. Exercer sur l'organisme une action fâcheuse, nuisible. Cette substance affecte les fonctions nerveuses. La maladie a affecté l'appareil respiratoire. Être affecté de, être atteint de. Il est affecté d'une légère infirmité. Ses membres inférieurs sont affectés de paralysie. Par analogie. L'épidémie affecte les zones insalubres. La récession affecte divers secteurs de l'industrie.

2. Exercer sur quelqu'un une action forte, pénible, douloureuse. Ces événements l'ont beaucoup affecté. Sa disparition brutale nous affecte douloureusement. Pron. S'affecter de quelque chose, en être vivement ému, touché, affligé. Il s'affecte de votre détresse. Ne vous affectez pas de si peu de chose, pour si peu de chose.

Deux éléments sont à dégager de cette définition : a) la nuisibilité d'une action fâcheuse sur l'organisme; b) l'action pénible et douloureuse exercé sur une personne.

GOUFFRE FINANCIER

Le citoyen même le plus ignorant a compris que les coûts de construction du HRC et les coûts du début d'exploitation du HRC ont dépassé tout ce qui était imaginable par le député lambda, qu'il fut vaudois ou qu'il faut valaisan.

Les coûts de construction ont dépassé de 25 % les coûts prévisionnels budgétés; quant aux frais d'exploitation, ils ont participé à la nécessité de la création d'un fonds de roulement de 80 millions de francs suisses.

Une misère.

LA COFIN S'EN MÊLE

La situation est devenue si critique que même la Commission des finances du Grand-Conseil vaudois a cru de son devoir de s'en mêler. Le NF nous l'explique en mode legato :

↪ La COFIN recommande également la prolongation au-delà du 30 septembre de la garantie temporaire de 45 millions accordés à l'HRC pour son fonds de roulement, prévue dans l'exposé des motifs et projet de décret, écrit-elle lundi dans un communiqué. Le sujet devrait être abordé lors de la séance du Grand Conseil de mardi prochain à Yverdon-les-Bains.

La COFIN suit le dossier de l'HRC depuis plusieurs mois. Alertée par un premier dépassement de 50 millions dans la construction de cette importante structure, elle a auditionné en octobre 2019 une délégation du Département de la santé et de l'action sociale (DSAS) et des représentants du Conseil de cet établissement hospitalier. Les informations fournies avaient au final été considérées comme relativement rassurantes.

La COFIN avait alors demandé à être tenue régulièrement informée de l'évolution du dossier. A mi-avril, la conseillère d'Etat en charge du DSAS Rebecca Ruiz a fait part à la COFIN de la découverte d'une situation financière détériorée qui nécessitait une action gouvernementale immédiate.

Confiance affectée

Il est apparu que la présentation d'un décret au Parlement vaudois était la seule solution possible pour régulariser la situation financière à court terme. Si le texte présenté était refusé par le Grand Conseil, l'HRC, par un manque de trésorerie, ne pourrait plus garantir le paiement des salaires et des factures de ses fournisseurs.

MEFIANCE ET NUISIBILITE

La situation présentée est si désastreuse que même l'institution ose des mots pour expliquer ce qui se passé dans le réel :

↪ Pour les membres de la COFIN, la confiance envers les organes dirigeants de cet établissement est fortement affectée. Ils demandent au Conseil d'Etat un point de situation bimestriel dans ce dossier.

Si l'on se base sur le défintion de l'Académie française, les actes constatés dirigés contre l'organisme social qu'est le HRC étaient tels qu'ils ont provoqués chez les membres de la COFIN la nécessité de dire que les actions commises par les organes responsables du HRC avaient un caractère hautement nuisible. Et ces constatations furent fort pénibles à encaisser par les députés douloureusement affectés par leurs constatations.

DE VRAIS CADEAUX POUR LES NUISIBLES

Qu'advint-il par la suite ? Au lieu de sermonner fortement les responsables, définis par la nuisibilité de leurs actions ou/et de leurs omissions, on s'empressa de les remercier en distribuant généreusement les millions des contribuables citoyens.

Bravo à tous les donateurs.

CONCURRENCE

Un autre point laisse pantois simultanément juristes et économistes : la LAMal recherché l'économicité des soins et veut étendre la concurrence entre les établissements hospitaliers. Ceux-ci ne doivent pas pouvoir être aidés après une mauvaise gestion (cf. le coût acceptable de l'article 3 de la Loi sur la Santé); ils doivent en fait réduire leurs lits, puisque leurs coûts sont disproportionnés par rapport aux prestations données.

Cette question, douloureuse, pénible, pourrait recevoir des réponses très étonnantes dans le champ de l'économie, du droit et des conflits d'intérêts en matière d'établissements hospitaliers.

Le but de la LAMal est d'introduire des règles strictes imposant par exemple l'impossibilité de faire des dons à des institutions qui ne respectent pas les règles. La LAMal ne permet pas de subventionner un hôpital selon le mode proposé par nos députés. La critique est d'autant plus forte que d'aucuns soutiennent que l'Hôpital Riviera - Chablais engendrera des pertes jusqu'en 2025 selon les derniers renseignements.

Subventionner le HRC reviendrait à admettre des distorsions dans la concurrence, ce que veut éviter la LAMal . En acceptant de subventionner le HRC, les députés ne sont pas en accord avec la dernière modification de la LAMal qui introduit une notion de concurrence entre les hôpitaux par souci d'économicité.

La sagesse imposerait de constituer une Commission

d'Enquête Parlementaire bi-cantonale. Il s'agit d'établir les faits, les Vaudois pourront observer le travail des Valaisans, qui pourront en retour scruter les pratiques de nos chers voisins.

La suite risqué fort d'être passionnante.

Une passion qui ne doit pas plaire à nos chers administrateurs « valaisans », BONVIN, DUPUIS et REY-BELLET.

Illustration :

Gilles Martin, le Président du Grand-Conseil du Canton du Valais, soit le représentant de tous les citoyens valaisans

Post Scriptum pour le Professeur Eric Bonvin, à la double casquette :

Monsieur Bonvin comment pouvez-vous au sein du HRC demander à l'Etat une augmentation de la crousille et au sein de l'Hôpital cantonal du Valais vous opposer aux augmentations de coûts par respect pour la LAMal . Comment traduit-t-on « foutage de gueule » en langage psychiatrique ?

Covid-19: avec son remède, Andry Rajoelina replace la biodiversité africaine au centre des enjeux

May 4, 2020 06:56PM



Le 19 avril, le président Andry Rajoelina a annoncé qu'un traitement efficace contre le coronavirus a été mis au point par l'Institut malgache de recherches appliquées (IMRA).

C'est de l'Afrique, détentrice de 40% de la biodiversité mondiale, qu'un médicament issu d'une plante séculaire menace l'industrie pharmaceutique mondiale dans la course à la prévention et à la guérison du nouveau coronavirus (Covid-19). En effet, 19 avril, le président Andry Rajoelina annonçait qu'un traitement efficace contre le coronavirus a été mis au point par l'Institut malgache de recherches appliquées (IMRA). Dans le monde, le sarcasme dogmatique des premières heures fut remplacé par la stupeur, l'incompréhension. Les médias main stream parlent de ce "prétendu remède" et usent de guillemets.

Il en fallait plus pour décourager Andry Rajoelina, convaincu qu'à travers ce remède, son pays avait un rôle à jouer à l'échelle mondiale pour endiguer le virus. Après avoir évoqué sans le nommer un remède miracle à base de plantes traditionnelles le 8 avril dernier, le président malgache est donc passé à la vitesse supérieure, prenant des risques importants. L'annonce intervenait au terme d'une étude de plus d'un mois menée par une équipe de chercheurs de l'IMRA, avec l'appui du gouvernement malgache et de chercheurs aux Etats-Unis et en Chine qui ont collaboré avec la Grande Ile dans le processus de fabrication de ce traitement.

Après des premiers tests cliniques encourageants, le 20 avril marque ainsi le début de l'administration à l'échelle nationale du « CVO ou Covid-Organics », remède traditionnel amélioré composé d'Artemisia et de plantes médicinales malgaches. L'Artemisia annua est une plante largement utilisée et connue pour son efficacité dans la lutte contre le paludisme, que le Pr Albert Rakoto Ratsimamanga, fondateur de l'IMRA, a été le premier à étudier à

Madagascar. Les chercheurs de l'IMRA se sont basés sur les travaux qu'ils mènent depuis des années contre le paludisme pour élaborer le Covid-Organics, alors que les essais cliniques basés sur la chloroquine, autre traitement antipaludique, constituent une autre piste prometteuse à l'échelle internationale.

Très tôt, Madagascar a démarré un protocole de bithérapie basée sur la chloroquine et l'azythromycine en associant avec un traitement préventif et curatif basé sur des plantes médicinales, la population malgache étant adepte de la médecine traditionnelle, ce qui a permis de révéler les vertus de certaines plantes médicinales dans le traitement du coronavirus.

La validation à l'international ?

Pour asseoir la crédibilité de ce remède à l'international, Andry Rajoelina a annoncé le démarrage prochain d'essais thérapeutiques dans des laboratoires étrangers et des négociations sont actuellement en cours en ce sens. Dans l'attente de précisions, ce traitement constitue incontestablement une piste intéressante tant en préventif qu'en curatif. Introduit à Madagascar dans les années 60, l'Artemisia a d'ores et déjà fait ses preuves en Chine et en Afrique contre le paludisme et la Chine l'a utilisée contre le Covid-19. Si les résultats de l'étude malgache sont entérinés à l'échelle internationale, le CVO aurait le double avantage de ne pas nécessiter de chaîne de production lourde et de pouvoir être produit à grande échelle, le pays disposant du plus gros stock d'Artemisia au monde. Cette avancée, à même de chambouler le consensus médical, pourrait bien propulser Madagascar sur le devant de la scène sanitaire internationale et constituer une manne pour le pays.

En attendant, il faut le dire, le laboratoire américain Gilead qui vient d'être conforté par le soutien de l'administration américaine à son remède (Remdesivir) alors que la Chine lui oppose une moue, à la fois scientifique et tactique, basée par des études peu concluantes, n'imaginait pas sans doute que la concurrence viendrait d'un continent qui, ajouté à l'Asie et l'Amérique Latine, possède environ 80% de la biodiversité mondiale. Cette richesse était longtemps spoliée jusqu'au protocole de Nagoya signé le 5 juin 1992 et qui a établi le principe du partage équitable des bénéfices issus de la biodiversité.

En d'autres termes, le paysan de Madagascar doit pouvoir toucher les bénéfices issus des dérivés de sa production. Il en est de même du paysan Burkinabé qui cultive le karité et son homologue du Kivu qui cultive le thé. En effet, le paysan malgache qui cultive de la vanille devrait toucher un pourcentage des fruits de la vente des dérivés (déodorants, désodorisants, glaces etc.) de sa production. L'Occident acculé durant le round des négociations a cédé en son temps parce que son industrie pharmaceutique, agro-alimentaire et cosmétique était menacée d'écroulement.

Le protocole de Nagoya n'a jamais été suivi à cause de la faiblesse des systèmes douaniers et de traçabilité des produits. C'est assurément un agenda que l'Union Africaine doit reprendre en main comme l'ont fait en leur temps, les président Omar Bongo, Houphouët Boigny, Pascal Lissouba ou encore le médecin

malgache Albert Zafy sur les conseils avisés de feu Madame Wangari Muta Maathai.

Bref, ce qui se joue actuellement à Madagascar, en RDC et au Cameroun, dans le contexte du covid, n'est rien d'autre qu'une lutte aux immenses ramifications et aux enjeux chiffrés en milliards de dollars. Qui acceptera que la lumière vienne de Madagascar? Le circuit d'homologation des produits pharmaceutiques est contrôlé par ceux la même qui n'ont pas intérêt à ce que l'Afrique s'affirme en superpuissance de la biodiversité.

Pourtant, dans les villages les plus reculés du continent, grâce au savoir traditionnel, les vertus médicinales de chacune des plantes sont connues. Reste à en organiser la conservation du savoir et l'encadrement des traitements, chemin vers la monétisation de cette riche biodiversité. C'est là le sens du leadership du Président Malgache Andry Rajoelina, qu'il ne faut pas réduire au seul médicament Covid-Organics mais placer dans une sorte de prise de conscience africaine de son potentiel et de sa biodiversité. Certes, le chemin est encore long.

Le scepticisme conservateur de l'industrie pharmaceutique mondiale, des académies de médecine du Nord ne doit pas cependant, dans la défense des intérêts souvent mercantiles, trouver des alliés auprès de quelques uns des médecins africains, formés et formatés en Occident et peu au fait d'ailleurs de la médecine traditionnelle africaine.

Faut-il le rappeler, Madagascar a déjà une expertise et une longue tradition de commercialisation des produits de sa biodiversité sur le continent et dans le monde à travers le groupe Homeopharma ou Vaniala, et il n'y a jamais eu de débats sur l'homologation. A l'instar, du Président Tsishekedi de la RDC, de Cyril Ramaphosa de l'Afrique du Sud, de Paul Kagame du Rwanda de Obiang Nguema de la Guinée Équatoriale, de Umballo Cissoco de la Guinée Bissau et du premier ministre Éthiopien Abiy Ahmed, les leaders africains et l'Union africaine devraient se mobiliser derrière le Chef de l'état Malgache sur le principe tout en laissant, nous en convenons, le soin aux études cliniques engagées de donner leurs résultats. Mais de grâce, ne rejetons pas le remède malgache à cause de sa seule africanité.

L'expertise scientifique africaine, notamment celle de l'Académie africaine des sciences (AAS), devrait se mobiliser rapidement pour valider ce médicament selon les règles et les protocoles prévus tout en sachant, comme le professeur Didier Raoult, qu'en temps de guerre, le taux de guérison est certainement la plus éclatante des preuves.

L'enjeu est de taille, le jeune chef d'Etat malgache a compris qu'à travers cette crise, le continent africain joue son positionnement et détient, à travers sa biodiversité, la réponse la moins coûteuse à la pandémie qui secoue l'humanité tout entière.

Traiter l'anxiété, prévenir le suicide

May 4, 2020 06:56PM



Christoph Salathé: «Ce que l'on peut observer et souligner, c'est l'importance des contacts sociaux et physiques.» Christoph Salathé: «Ce que l'on peut observer et souligner, c'est l'importance des contacts sociaux et physiques.»

Partager cet article sur:

04.05.2020

Christoph Salathé, psychiatre, s'inquiète de l'isolement des personnes psychologiquement vulnérables

Sevan Pearson

Santé » Isolement, angoisses, dépendances: le semi-confinement représente un risque pour les personnes psychologiquement fragiles. L'association Stop Suicide, qui fête ses 20 ans, lance cette semaine une campagne de prévention marquée par le contexte particulier de la pandémie. L'accent est particulièrement mis sur la thématique de l'isolement, aggravé en cette période exceptionnelle.

Quant aux professionnels de la santé, ils rappellent l'importance de la prise en charge des patients vulnérables. Entretien avec Christoph Salathé, médecin-chef au Réseau fribourgeois de santé mentale et responsable de la chaîne de soins de psychiatrie d'urgence, intervention crise et liaison hospitalière.

Quel est l'impact du coronavirus sur les personnes atteintes de maladies psychiques?

Gelson: «Ça né se passé pas comme ça chez nous»

May 4, 2020 06:33PM

L'attaquant du Hertha a bafoué les consignes sanitaires et créé un malaise en Allemagne. Gelson Fernandes réagit.



Salomon Kalou a été suspendu avec effet immédiat par le Hertha Berlin. Image: Keystone

04.05.2020

À l'heure où l'Allemagne fait figure de premier de classe en Europe dans sa gestion du Covid-19 et au moment où la Bundesliga, forte de certitudes et de mesures strictes, s'apprête à reprendre la saison, la vidéo fait tache. On parle des images filmées via son smartphone par Salomon Kalou, l'attaquant du Hertha Berlin. On y voit l'Ivoirien faire fi de toutes les mesures sanitaires qui doivent pourtant accompagner une reprise du championnat prévue dès la mi-mai.

[embedded content]

La vidéo dure 9'30". Kalou (34 ans) y est particulièrement insouciant, il se balade dans les couloirs du lieu d'entraînement, jusqu'au vestiaire de l'équipe, dans les locaux du staff et aussi dans la pièce où un médecin fait passer un test Covid-19 à un coéquipier, juste avant le sien.

Le buteur serre des mains, tape dans d'autres, se moque du test de son coéquipier. Il n'y a là peut-être aucune forme de malice, juste de la bêtise, mais le malaise est grand, le jour même où l'Allemagne annonce dix cas positifs en D1 et en D2.

«Inacceptable»

«Ces images sont absolument inacceptables, a réagi la fédération allemande. Il né peut y avoir aucune tolérance à l'égard de tels comportements, pour les joueurs comme pour les clubs.» Salomon Kalou risqué des sanctions. En attendant, son club, le Hertha Berlin, l'a suspendu avec effet immédiat.

Cela interpelle tout le petit monde de la Bundesliga. Y compris Gelson Fernandes, le Valaisan de l'Eintracht Francfort. «Je né sais pas si tout ça peut remettre en question la volonté de reprise qui existe en Allemagne, s'interroge-t-il. Les images de Kalou? Je né suis pas dans tous les vestiaires de Bundesliga, mais ce que je peux dire, c'est que ça né se passé pas comme ça chez nous. Nous

faisons attention, nous né nous touchons pas, nous né nous serrons pas les mains, nous respectons les consignes.»

Une petite mise au point. La Bundesliga décidera ce mercredi si le championnat doit reprendre. Nul doute qu'entre les 10 cas déclarés aujourd'hui en D1 et en D2, ainsi que cette stupide vidéo de Kalou, la balance penche moins fièrement pour la reprise. Jusqu'à quel point?

Gelson «pour la reprise»

«Tout ce que je sais, c'est qui si on né reprend pas le championnat en Allemagne, alors que nous sommes dans le pays le plus sûr et le plus avancé pour le faire, je né vois pas comment on pourrait reprendre ailleurs. Je né sais pas ce qui sera décidé mercredi, c'est dur à dire. Personnellement, pour la survie des clubs, je suis pour la reprise. Pour ma santé? Je n'ai pas peur du coronavirus, je suis en bonne santé, comme tous les joueurs, je suis respectueux des mesures à observer et ma famille est déjà en Suisse. Donc je peux jouer.»

Et si un joueur ou plusieurs joueurs sont déclarés positifs après le retour à la compétition? L'Allemagne impose dans ce cas un isolement de 14 jours pour le joueur touché et pour tous ceux qui l'ont côtoyé, ses coéquipiers comme ses adversaires. Une situation ubuesque en perspective, si elle devait se produire.

Daniel Visentini

Créé: 04.05.2020, 20h43

Remonter l'arbre généalogique du coronavirus pour dater son apparition

May 4, 2020 04:05PM



Pour la Chine et chaque pays touché par le Covid-19, la date des premiers cas est claire. Mais le virus pourrait avoir circulé plus tôt, comme le montre son «arbre généalogique» génétique.

Fièvre, toux, détresse respiratoire... Mi-janvier, Aïcha, secrétaire médicale de 57 ans, est hospitalisée à Marseille, avec une maladie respiratoire aiguë. Son mari Jacques, lui-même médecin, décrit à l'AFP «tous les signes cliniques d'un Covid», y compris la perte du goût et de l'odorat.

Lire aussi: Les étapes de la propagation du coronavirus dans le monde

«Si elle avait fait ça mi-février, personne né se serait posé la

question», poursuit Jacques. A l'époque, la France n'avait rapporté aucun cas de Covid-19. Sa femme enchaîné rechutes et tests non concluants. «Les radiologues disent: quand on voit le scanner, c'est le Covid, mais quand on voit les dates, on se pose des questions. Les pneumologues, eux, disent: c'est pas si simple», lance Jacques qui témoigne pour sa femme, trop faible.

Des cas précoces?

«On peut dater le début de l'épidémie en utilisant des données d'incidence (vitesse de propagation) et en étudiant les génomes des virus. Dans les deux cas, en France, les études identifient la deuxième quinzaine de janvier», indique à l'AFP Samuel Alizon, directeur de recherché au CNRS à l'université de Montpellier.

Mais «il est possible qu'il y ait eu des cas isolés en janvier, avant le premier cas officiel le 24 janvier». Aux Etats-Unis, des autopsies pratiquées en Californie sur des décès suspects ont révélé des infections avant le premier cas officiel le 21 janvier.

Pour affiner la date d'arrivée du virus, dans de nombreux pays les scientifiques recherchent des «patients zéro» hypothétiques, séquençant le génome du virus pour reconstituer son «arbre généalogique». Selon des chercheurs italiens, le virus serait entré en Lombardie entre la deuxième quinzaine de janvier et début février, «des semaines avant» que le premier foyer épidémique y soit confirmé autour du 20 février.

[embedded content]

Des joueurs de l'Inter de Milan ont-ils pu en être victimes dès janvier? L'attaquant belge Romelu Lukaku s'interroge. «Nous avons eu une semaine de congé en décembre puis nous sommes revenus au travail et je jure que 23 joueurs sur 25 étaient malades», a-t-il dit récemment à la radio. «Nous n'avons pas fait les tests Covid-19 à l'époque: nous ne savons jamais».

Même si des tests sérologiques identifiaient des anticorps dans leur sang, ça ne prouverait pas la date de contamination. «On ne peut généralement pas faire remonter à un point précis dans le temps le +début+ d'une épidémie dans un pays précis», explique à l'AFP Erik Volz, épidémiologiste à l'Imperial College à Londres.

Les études montrent «un début de l'épidémie au plus tôt mi-janvier ou début février dans beaucoup de villes européennes et nord-américaines», ajoute-t-il, assurant qu'il n'y a «aucune preuve dans les données génétiques actuelles d'une épidémie plus précoce, en dehors de la Chine».

Origine probable en novembre ou en décembre

Le 31 décembre, Pékin a informé l'Organisation mondiale de la Santé d'un foyer de pneumonies d'origine inconnue à Wuhan, premier épicode de l'épidémie. Pour les premiers cas les autorités sanitaires de Wuhan parlent du 8 décembre. Une étude publiée dans The Lancet évoque l'identification d'un premier patient le 1er décembre.

Lire aussi: Dix énigmes scientifiques à résoudre au sujet du Covid-19

Les diverses études phylodynamiques -qui analysent les variations génétiques du virus-, ne contredisent pas ces dates. «Les données vont dans le sens d'une origine probable de l'épidémie en novembre ou en décembre 2019», indique le Dr Volz. Un rapport de l'Imperial College en collaboration avec l'OMS fait ainsi

remonter «l'ancêtre commun» du virus au 5 décembre (avec une marge d'incertitude entre le 6 novembre et le 13 décembre).

Andrew Rambaut, de l'Université d'Edinburgh, conclut à un ancêtre commun datant du 17 novembre (marge entre le 27 août et le 29 décembre). «C'est normal qu'un nouveau virus circule sans être détecté pendant des semaines avant d'être découvert», souligne le Dr Volz.

Deux mutations par mois

A ce jour, les génomes de plus de 15 000 virus Sars-Cov-2 ont été séquencés, permettant de tracer sa circulation grâce à son évolution génétique. A chaque fois qu'il se réplique, le virus produit des mutations (aucune n'ayant modifié sa virulence).

«De temps en temps, par hasard, des mutations se fixent», explique Samuel Alizon. Pour le Sars-Cov-2, «on compte en moyenne deux mutations par mois qui se fixent» alors «si vous comparez deux virus, vous pouvez compter combien de mutations les séparent», poursuit-il. En remontant la chaîne, on trouve «l'ancêtre commun à toutes les infections». Un ancêtre qui se trouvait en Chine. «Tous les virus qui circulent dans le monde descendent des lignées» proches de Wuhan, insiste le Dr Volz.

Tessiner Fotoreporter war drei Tage auf einer Corona-Intensivstation

May 4, 2020 07:18PM

Der Tessiner Fotograf hat den Flüchtlingsstrom in Serbien fotografiert, ein im Bombenhagel schwer verletztes Kind porträtiert. Er hat Migranten bei ihrem Fluchtversuch über die französischen Alpen in die Schweiz mit der Kamera begleitet. Für seine Geschichten erhielt Pablo Gianinazzi (36) verschiedene Preise. Doch die Reportage, die ihm am meisten an die Nieren geht, kommt aus dem Corona-Spital La Carità in Locarno TI.

Drei Tage lang (von Ende März bis Anfang April) darf der Fotoreporter den Ärzten über die Schulter schauen. Es ist jene, so gefürchtete Realität des Virus, zu der die Allgemeinheit keinen Zugang hat. Nicht einmal die Angehörigen der Patienten.

- Keystone

1/21

Alarm in der Intensivstation: Ein Patient kann nicht mehr atmen. Ärzte und Krankenschwestern eilen herbei, um den intubierten Mann zu retten.

- keystone

2/21

Das Ärzte-Team der Corona-Abteilungen im Kantonsspital La Carità in Locarno TI bei der Besprechung des Tagesprogramms.

- keystone

3/21

Ein Patient liegt mit einer schweren Corona-Erkrankung auf der Intensivstation und wird für den nächsten Eingriff vorbereitet.

- keystone

20/21

Intensiv-Ärzte des Kantonsspitals La Carità nehmen bei einem an Corona Schwerekranken eine sogenannte Tracheotomie vor. Dabei wird ein operativer Zugang zur Luftröhre auf der Höhe des zweiten bis vierten Trachealknorpels vorgenommen zur Sicherstellung der Beatmung des Patienten.

- keystone

21/21

Physiotherapeutin Marija Marjanovic bewegt die Beine eines intubierten Corona-Patienten. Der Mann liegt im künstlichen Koma.

Die Dramen beginnen schon in jenen Tagen im Triage-Zelt vor dem Eingang. «Am frühen Morgen kamen schon die Ambulanzen, brachten Patienten, auch aus anderen Spitälern.» Eine Nonne, eine Krankenschwester, ein älterer Herr, eine Mutter. Alle hatten Corona-Symptome. «So manchem Patienten stand die Panik im Gesicht geschrieben», so Gianinazzi.

Fotografieren in voller Schutzmontur

Die Corona-Odyssee läuft durch mehrere Etagen. Im zweiten Stock ist die Allgemeine Abteilung für die Genesenden, im ersten sind die Intensivstationen, im Parterre ist die Notaufnahme und im Keller sind die Leichen. Pablo Gianinazzi darf sich recht frei bewegen. Seine Corona-Montur: Schutzanzug, Haube, Schutzbrille, Atemschutzmaske, Handschuhe. «Ich sah aus wie ein Chirurg. In jedem Raum musste ich meine Hände neu desinfizieren.»

Besonders hart ist die Intensivstation. «Drei Dutzend Patienten lagen dort im künstlichen Koma», erinnert sich Gianinazzi. «Sie waren intubiert, nackt, nur mit einem Tuch um die Lenden bedeckt. Bei manchen führte der Schlauch in den Mund, bei anderen durch die geöffnete Kehle», erzählt der Tessiner. «Mir fiel sofort das Geräusch der Respiratoren auf. Die menschlichen Brustkörbe hoben und senkten sich im Rhythmus der Maschinen. Das hat mich ziemlich erschüttert.»

Die meisten Intensiv-Patienten hatten Übergewicht

Immer wieder hätten fünf bis sechs Pfleger die Patienten auf den Bauch und dann wieder auf den Rücken gewendet, um die Atmung zu erleichtern. Die Menschen seien zwischen 50 und über 80 gewesen. Pablo Gianinazzi fällt auch auf: «Die meisten waren übergewichtig.»

Der Fotograf ist dabei, als ein Patient intubiert wird. «Drei Tage später war sein Bett neu besetzt. Ich fragte, wo der Mann sei. Sie antworteten mir, im unteren Stockwerk», erzählt Pablo Gianinazzi weiter. «Das hiess: Er war tot.»

Ein älterer Herr wird vor den Augen des Fotografen aus dem Koma geholt. «Er hat den Schlauch in der Kehle, konnte nicht sprechen. Man gab ihm Stift und Block. Er wollte seine Ehefrau sehen», erzählt Pablo Gianinazzi. «Das ginge nicht, sagte man ihm. Da ging es ihm schlechter und er wurde wieder betäubt. Die Ehefrau lag nebenan, war auch intubiert. Das hat man dem Mann verschwiegen.»

«Das Corona-Opfer ist einer von uns»

Nicht nur der Kampf der Patienten beeindruckt den Reporter. Es ist auch die Arbeit der Ärzte und Pfleger. «Sie schieben 13-Stunden-Schichten und sind dabei ruhig und hochprofessionell», lobt Pablo Gianinazzi. «Oft kommunizierten sie mit mir über die Augen. Die Zusammenarbeit zwischen den Abteilungen, mit den Sanitätern und den eingesetzten Soldaten lief reibungslos. Die Anweisungen waren präzise und auf den Punkt.»

Es habe immer Zeit für ein freundliches Wort gegeben. «Jeder Patient wurde mit Vornamen begrüßt, auch wenn dieser es nicht hörte», erzählt Gianinazzi. Eine Szene berührt den Fotografen. «Eine Krankenschwester hat einem Mann im Koma vorsichtig den Bart rasiert.»

Die Flüchtlinge hätten ihn auch bewegt, doch ihre Schicksale schienen ihm fern. «Hier im Spital spricht der Patient meinen Dialekt. Hier ist das Opfer einer von uns», sagt Pablo Gianinazzi, hier könne das Virus zum eigenen Schicksal werden.

Kim Jong Un: Star-Chirurg über das Operieren unter Druck

May 4, 2020 06:00PM



Wird geladen...

Please enable JavaScript to continue using this application.

Diskussion um Windkraft im Thurgau - zwischen Energiewende und Landschaftsschutz

May 4, 2020 01:25PM

Multimedia-Story

Bild: ©DesignConnection

Nach sechs Jahren Hin und Her und erheblichem Widerstand sollen sechs Windenergiegebiete definitiv in den kantonalen Richtplan aufgenommen werden. Was nur der erste Schritt auf einem langen Weg wäre, sorgt in der Politik, in der Bevölkerung und unter Experten für Gesprächsstoff.

Exklusiv für Abonnenten

Am Mittwoch ist es soweit: Der Grosse Rat des Kantons Thurgau entscheidet über die Richtplanänderung Windenergie. Aus der Bevölkerung sind während der öffentlichen Bekanntmachung über 1500 Eingaben an den Kanton gelangt. Gegner haben sich in Vereinen organisiert. Und trotzdem: Der Grosse Rat kann mit einem Ja zur Richtplanänderung die raumplanerischen Voraussetzungen für Windparks im Thurgau schaffen.

In Basel gibt es Pläne für ein Pandemiespital

May 4, 2020 10:01AM

Aktualisiert 04.05.2020 09:59

Nach Corona

Die beiden Basler Halbkantone wollen sich für künftige Gesundheitskrisen rüsten und planen deshalb ein gemeinsames Pandemiespital.

von Lukas Hausendorf

1 /6

Das Bruderholzspital in Bottmingen bei Basel wurde zum Corona-Referenzspital umfunktioniert. Hier werden aktuell nur noch Covid-19-Patienten behandelt.

KEYSTONE

Das Spital könnte auch bei künftigen Krisen eine kritische Rolle spielen. Beide Basler Halbkantone schmieden nämlich Pläne für ein gemeinsames Pandemiespital.

Keystone

Im Zuge der Corona-Pandemie wurde auf dem Bruderholz alles auf den Kopf gestellt und selbst in der Einfahrtshalle der Ambulanz eine Notfallstation eingerichtet.

KEYSTONE

- Die Corona-Pandemie hat die Notwendigkeit ausreichender stationärer Kapazitäten in Spitälern deutlich gemacht.
- Um für eine künftige Krise besser vorbereitet zu sein, planen die Kantone Basel-Stadt und Baselland ein gemeinsames Pandemiespital.
- Das Bruderholzspital könnte die Funktion übernehmen, dazu müssten aber existierende Pläne für dessen Zukunft über den Haufen geworfen werden.

Die Corona-Krise hat langfristige Folgen für die Gesundheitsversorgung in der Region Basel. Die beiden Nordwestschweizer Halbkantone schmieden Pläne für ein gemeinsames Pandemiespital, wie die «bz Basel» am Montag berichtet.

Die Pläne sind allerdings noch wenig konkret. «Die Diskussionen dazu sollen sehr bald nach der Akutphase der aktuellen Corona-Pandemie beginnen», erklärte Jürg Sommer, Leiter des Baselbieter Amtes für Gesundheit gegenüber der Zeitung. Darauf habe man sich mit den Verantwortlichen der basel-städtischen Verantwortlichen bereits verständigt.

Neue Pläne für Bruderholzspital?

Denkbar ist, dass das Bruderholzspital in Bottmingen diese Aufgabe übernehmen wird. Das Spital an der Grenze zu Basel-Stadt wurde im Zuge der Pandemie zum Corona-Referenzspital umfunktioniert. Sämtliche Covid-19-Fälle aus dem Kanton Baselland werden dort behandelt. Zeitweise waren zum Höhepunkt der Krise im April über 100 Patienten in Spitalpflege. Das Spital könnte seine Bettenkapazität auf maximal 350 erhöhen.

Noch ist aber nichts in Stein gemeisselt. Für die Funktion als regionales Pandemiespital müssten die aktuellen Pläne für den Standort Bruderholz über den Haufen geworfen werden. Das Kantonsspital Baselland plante dort bislang eine Neuausrichtung hin zu einem Zentrum für Orthopädie, Rehabilitation und Altersmedizin, verbunden mit einem starken Abbau der stationären Kapazitäten.

Das dürfte dann Makulatur werden. Die Corona-Krise hat deutlich gezeigt, dass zur Bewältigung einer Pandemie stationäre Kapazitäten, insbesondere in der Intensivmedizin, von zentraler Bedeutung sind. Konzepte für künftige Pandemien müssten die Kapazitätsfrage klären, erklärte Sommer.

Cosce grosse? Problema risolto in un'ora

May 4, 2020 07:41AM

Medicina Estetica

04.05.2020 — 09:43

L'intervento che restituisce autostima in una sola seduta

Con l'arrivo della primavera è bello liberare il proprio corpo e mostrare quelle parti che magari d'inverno teniamo nascoste, come le gambe. Tuttavia molte donne si sentono limitate durante la bella stagione perché non si sentono a loro agio con il proprio corpo: uno dei motivi, ad esempio, sono le cosce grosse. Nonostante diete e allenamenti, infatti, è difficile eliminare il grasso da quel punto del corpo.

Un problema, questo, che rappresenta un pericolo per l'autostima di molte donne. Per rimediare, è possibile però far ricorso alla medicina estetica. Al centro Medi Jeunesse di Lugano è disponibile la Medilipo, un trattamento che consente di eliminare gli accumuli di grasso in brevissimo tempo e da qualunque punto del corpo. Anche le cosce, solitamente complicate da rimettere più in forma. Il tutto, senza far ricorso alla chirurgia estetica. La Medilipo è una liposcultura realizzata attraverso l'azione di un laser che in soli 180 secondi va a sciogliere gli accumuli di adipe sotto pelle. In un'ora, le cosce sono di fatto rimesse a nuovo.

Il grasso verrà poi smaltito dal sistema linfatico nelle seguenti 2-3 settimane: in pochissimo tempo, dunque, è possibile mostrare gambe e cosce perfette. Anche perché, dopo aver eliminato il grasso, il calore prodotto dalla Medilipo provoca un riaccorciamento delle fibre elastiche dermiche e con esso un immediato compattamento della pelle. Zero grasso e zero flaccidità: per essere belle, sicure e sexy.

Visita Medi Jeunesse — La medicina estetica a Lugano

Fase 2: che prevalga il buon senso!

May 4, 2020 07:18AM



È bastato che il povero Conte facesse il nuovo decreto perché i suoi oppositori politici si scatenassero contro! Eppure il Premier non lo aveva fatto di testa sua perché certamente aveva consultato i circa 400 consulenti che stanno operando in questa disastrosa vicenda per cavare fuori il Paese. Erano troppi? Può darsi, ma comunque rappresentano il meglio delle tante competenze esistenti ed i diversi gruppi per la propria parte hanno suggerito in scienza, coscienza e competenza cosa bisognasse fare.

Così si è cercato di riavviare il lavoro, le industrie, la produzione, per evitare che il disastro economico crescesse e che i mercati si rivolgersero altrove, che la bilancia dei pagamenti si ponesse sul rosso fisso, che insomma la già sofferente capacità industriale del Paese arretrasse ulteriormente su scala mondiale. Per tutto ciò sono state indicate misure di sicurezza, gradualità, mezzi economici favorevoli: tuttavia tutto questo non avviene né avverrà a rischio zero perché la programmata tutela in fabbrica, non è equivalente a quella sui mezzi di trasporto, né negli ambienti familiari. Si doveva fare e si è fatto al meglio: speriamo bene.

Nella vita civile invece ha prevalso la prudenza per più motivi: il primo, e più evidente, è che la pandemia in Italia dopo tre lunghi mesi è ancora attiva e nelle regioni del Nord ha ancora una alta contagiosità e mortalità. Il secondo motivo sta nel fatto che sarebbe ben difficile isolare quelle Regioni dal resto del Paese dove si è vicini all'estinzione dei focolari e dove sarebbe difficile contenere un'eventuale ripresa dell'epidemia. Il terzo motivo è che ancora si conosce troppo poco della malattia come ad esempio la capacità di produrre immunità nei contagiati guariti.

I provvedimenti presi dal Governo validi per tutto il territorio nazionale sono perciò apparsi insufficienti ai fautori della libertà sancita dalla Costituzione, evidentemente compresa la libertà di morire!

L'opposizione parlamentare rimane schierata contro qualunque provvedimento del Governo, la sua parola d'ordine è il no, il no a tutto. C'è stato un tentativo formale di ricomposizione tra le parti, ma in realtà è solo servito, attraverso richieste improprie e perciò non accettate, a rilanciare la politica del no. La sconfitta del virus sarà quindi una vittoria della gestione ossia del Governo e del Paese che è stato capace di grandi sacrifici e che certamente non vorrebbe vedere che questi vadano delusi per i capricci incomprensibili di pochi in cerca di visibilità, incuranti dell'interesse generale.

Col progredire della seconda fase bisognerà farsi carico delle differenze territoriali e procedere di conseguenza. Alla fine di aprile, dopo il primo trimestre del coronavirus, le due grandi città italiane Roma e Milano e le relative Regioni Lazio e Lombardia si trovano in condizioni epidemiologiche e cliniche molto diverse. Il Lazio con più di 5 milioni di abitanti ha avuto 6500 cittadini contagiati e poco più di 400 decessi, la Lombardia con il doppio di abitanti ha avuto circa 75.000 contagiati e più di 13.000 decessi, ossia non il doppio rispetto al Lazio ma molte volte di più. Roma Capitale con 2.800.000 abitanti ha avuto 4500 contagiati e nell'ultima settimana di aprile ha riscontrato poco meno di 50 contagi al giorno, mentre Milano con la metà di abitanti ossia

1.400.000, ha avuto nel trimestre più di 8000 contagiati e nell'ultima settimana una media di quasi 150 casi al giorno. Se poi si esaminano le altre Città capoluogo di provincia delle due Regioni, si scopre che nell'ultima domenica nel Lazio ci sono stati zero casi a Viterbo, record delle Asl italiane, e da due a quattro casi al giorno nelle altre tre province del Lazio, mentre in Lombardia, da Bergamo a Brescia, a Como, a Monza i nuovi casi hanno oscillato per ciascuna Città tra 50 ed i 120 al giorno, per popolazioni di consistenza numerica poco superiore ai capoluoghi del Lazio. La differenza è evidente: se allora per Roma ed il Lazio le prospettive sono buone e i provvedimenti governativi di fine maggio potrebbero essere molto più favorevoli di quelli attuali, la stessa strategia applicata in Lombardia potrebbe comportare un rischio di ripresa dell'infezione molto alto. E' dunque il tempo di separare i destini?

Di questo dovrebbe farsi carico la politica strillata, perché chi ha responsabilità politica per il Nord non dovrebbe invocare la fine della quarantena ed incolpare il Governo di autoritarismo, semmai dovrebbe domandarsi perché a Nord Italia è successo quello che è successo e se la politica locale, oggi come ieri ed avantieri, non abbia commesso errori e non abbia responsabilità sui negativi accadimenti. Insomma più che le grida servirebbero i silenzi per riflettere e forse anche per pentirsi. E servirebbe anche di farla finita con gli slogan come "Roma ladrona" e "La sanità lombarda è la migliore del mondo"! Bisognerebbe cercare un profilo più alto, invece di accanirsi a discutere su "congiunti" sostantivo comparso nell'ultimo decreto: discussione ridicola alla quale partecipano tutti in maniera non solo risibile, ma anche patetica, con la contrapposizione tra editorialisti, tra opinionisti, tra letterati, tra leader politici ed anche tra medici. Povera politica!

Ed ora c'è chi dice di chiudere i ponti sul Po rendendo felici gli antichi cultori della Padania od anche ripristinare la famigerata linea gotica in senso inverso, per salvare il centro-sud dal cataclisma del coronavirus. E c'è chi con più senso dello Stato si limita ad invocare il parziale passaggio delle responsabilità alle autonomie regionali, pur in una cornice disegnata da Roma. E c'è naturalmente chi strilla per il piacere di strillare per contestare tutto e tutti ed acquisire il consenso degli scontenti. In questi tempi di poca politica e di molte sofferenze, probabilmente la fazione di quelli che strillano ha davvero toccato il fondo!
